

## Zéro euro pour les héros ?

Pendant le confinement, on les applaudissait tous les soirs. Seulement voilà, le gouvernement n'a pour l'instant pas fait grand-chose d'autre que... de les applaudir. Aux hospitaliers, il propose une médaille et les honneurs du 14 juillet, ainsi qu'une « prime Covid », mais pas pour tout le monde et pas au même montant ! Voilà qui donne le ton du « Ségur de la santé », inauguré ce lundi en grande pompe par Édouard Philippe.

### Ségur truqué

Donc sept semaines de « négociations » à venir, sur l'avenir de l'hôpital : « C'est aux acteurs [de terrain] de prendre la parole. Et je voudrais qu'on les écoute », dit Édouard Philippe. Comme si les hospitaliers l'avaient attendu pour faire entendre leurs revendications : arrêt des fermetures des lits et des suppressions de postes, embauches massives, titularisation des contractuels, augmentation de 300 euros net pour toutes et tous.

Ces revendications, tout le monde les connaît depuis la grève des urgences, commencée il y a plus d'un an et relayée par nombre de mouvements dans les hôpitaux, Ehpad, maternités, hôpitaux psychiatriques... L'automne dernier, le gouvernement faisait encore la sourde oreille. Aujourd'hui ?

### L'assassin au chevet de sa victime

Dans le viseur d'Édouard Philippe : les « blocages » du monde hospitalier. On croit rêver. Qui bloque les salaires dans le secteur public depuis dix ans, si ce n'est l'État ? Qui bloque le budget de l'Assurance maladie, qui chaque année augmente moins vite que les dépenses de santé ? Une politique d'austérité qui conduit à fermer des lits, des services et à supprimer des postes. L'État pourrait encore reprendre une partie de la dette des hôpitaux, cela ne changera rien tant que les moyens ne suivront pas ! Macron, Philippe et Véran au chevet de l'hôpital public ? Cela ressemble fort à un mauvais polar où l'assassin viendrait au chevet de sa victime.

Pour éviter la flambée de colère, ils cherchent à diviser. Aux médecins débordés par les tâches administratives et comptables, Philippe promet un « choc de simplification ». Pour les flatter (et s'attirer les grâces de quelques mandarins), il leur promet une plus grande place dans la « gouvernance » des hôpitaux, ce qui revient à les inviter à gérer la misère.

Aux soignants, il annonce une revalorisation salariale « significative » (sans préciser les montants), oubliant ainsi tous les personnels hospitaliers non soignants. Comme si les agents administratifs n'étaient pas aussi mal payés que les soignants ! Comme si ceux et celles qui travaillent dans les blanchisseries, qui traitent les déchets contaminés des hôpitaux, ou qui nettoient les chambres des malades n'étaient pas, eux aussi, en première ligne !

Pour comble, le gouvernement évoque de nouvelles attaques. Pour faire face au sous-effectif, syndicats et collectifs demandent des embauches. Philippe répond que « la question du temps de travail n'est pas taboue ». Donc pas d'embauches, mais travaillez plus (sans être sûrs de gagner plus !) : on connaît la chanson. Mais les hospitaliers, déjà exténués et qui croulent sous les heures sup (la plupart du temps même pas payées), veulent juste un salaire décent. Et leurs revendications sont celles de tout le monde du travail !

### Un « pognon de dingue »... pour qui ?

Macron, qui en somme, prétend vouloir investir un « pognon de dingue » dans les hôpitaux, n'arrose en fait que les actionnaires. Si l'hôpital était une entreprise du Cac 40, le gouvernement l'aurait déjà sauvé. Ainsi, tout en avouant qu'il ne va pas s'opposer aux licenciements ni aux fermetures d'usines, il s'apprête à sortir des milliards pour renflouer Renault. Mieux : il annonce déjà de nouvelles baisses d'impôts pour les entreprises industrielles !

**Alors, pour le grand patronat, la politique du gouvernement est à coup sûr la meilleure possible. Du point de vue des « premiers de corvée », dans les hôpitaux et sur tous les lieux de travail, il faut juste faire... l'inverse. Aux actionnaires de payer ! 300 euros pour tous ! Interdiction des licenciements ! Partage du travail entre tous !**

## Exploitation à domicile

La Poste a annoncé qu'elle voulait développer le travail à domicile jusqu'à en faire, à l'avenir, le « mode de travail habituel » des agents des centres financiers.

L'épidémie du coronavirus lui sert de prétexte mais c'est surtout des profits supplémentaires qu'espère la Poste.

Pour les salariés, le travail à domicile peut sembler alléchant, car plus de temps perdu dans les transports. Mais il présente aussi de nombreux inconvénients. Tout le monde n'a pas chez soi un poste de travail aménagé. Or, passer 7 heures ou plus devant son ordinateur assis sur une chaise de cuisine présente des risques pour la santé. Sans compter que la suppression de la frontière entre temps de travail et vie privée n'offre pas plus de liberté pour le salarié, mais le rend souvent plus disponible pour son patron. Et en étant isolés, il est plus difficile de se défendre.

Petite économie sur notre dos, La Poste n'aura plus à payer sa participation pour les repas passés dans l'entreprise, même si les salariés à domicile devront bien manger. Mais surtout, elle n'a pas caché son intention de fermer des centres financiers. Ceux-ci étant souvent situés en centre ville, elle compte réaliser ainsi de juteuses opérations immobilières. Et les logements des agents servant de bureaux à la place, cela permettrait d'en libérer une partie.

De toute façon, à domicile ou sur site, nous n'avons pas l'intention d'être corvéables à merci pour leur permettre d'augmenter leurs profits.

## Trop pressée

Suite au déconfinement du 11 mai, la direction du centre financier a devancé les souhaits du gouvernement en demandant aux parents concernés de fournir un certificat de l'école disant que leurs enfants ne pouvaient pas être accueillis.

Alors que, selon le gouvernement ceci n'était obligatoire qu'après le 1<sup>er</sup> juin.

Les enfants à l'école et les parents au boulot, au plus vite et quelques soient les conditions, c'est ce qu'on voudrait nous imposer.

## Une réorganisation peut en cacher une autre

À Paris 15, même si la réorganisation prévue localement n'est plus à l'ordre du jour, c'est en fait une autre réorganisation que La Poste est en train de chercher à nous imposer.

Sous le sempiternel prétexte de la baisse du courrier, c'est encore la suppression de nombreuses tournées qui est prévue.

Nous n'avons aucune raison d'accepter que nos collègues intérimaires soient mis à la porte et que nos tournées soient rallongées avec la sécabilité tous les jours.

Du travail il y en a largement assez pour le partager !

## Le forum des hypocrites

Dans le dernier Forum, le président de La Poste, Philippe Wahl, nous lance des fleurs pour le travail accompli pendant cette crise sanitaire. Il ne peut pas en dire autant pour lui-même ! Il parle de priorité à la santé des postiers, mais c'est nous qui avons dû obliger la direction à prendre des mesures vitales, à sortir les 24 millions de masques planqués et à réduire la distribution.

## Hongkong : contre le confinement des libertés

À Hongkong, pour lutter contre le Covid-19, les rassemblements à plus de huit personnes sont interdits. Pourtant, ce dimanche 24 mai, des milliers de personnes sont descendues dans les rues et ont affronté la police. Les messages qui circulaient via Telegram appelaient à manifester contre un projet de loi sur la « protection de la sécurité nationale » au nom de laquelle le gouvernement chinois enferme ceux qui osent le critiquer.

Depuis 1997 et la rétrocession de Hongkong, auparavant colonie britannique, à la Chine, le gouvernement de Pékin cherche à museler une population qui jouit d'une plus grande liberté que sur le reste du territoire. Le gouvernement chinois comptait peut-être sur la peur du Covid-19 pour empêcher toute riposte collective à ses nouvelles attaques... C'est raté !

## La RATP cherche à désinfecter son image

Un conducteur de la RATP s'est vu convoqué par la direction. La raison ? Depuis le début de l'épidémie, il poste régulièrement des vidéos sur Facebook qui montrent l'envers des discours RATP sur la désinfection des bus et la sécurité des agents. Selon sa convocation, « cela dégrade l'image de l'entreprise »...

Mais la direction s'y prend déjà très bien toute seule !

Pour suivre nos publications en ligne :

[www.convergencesrevolutionnaires.org](http://www.convergencesrevolutionnaires.org)



Convergences révolutionnaires

